

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

**Le temps
des crises**

p. 4/5

14 juillet

Quelle République ?

2 € - N° 3984 - Du 14 au 20 juillet 2023



• **Agrivoltaïsme**

Un nouveau venu p. 9

• **L'Archipel**

Fin de partie p. 11

l'Édito

14 juillet - Quelle République ?



Jacques Pumaréda

Les brevets de « *bons républicains* » sont distribués par la macronie comme des bons points jadis à l'école. Et voilà notre idéal républicain, hérité de la révolution de 1789 et des Lumières, balancé de droite à gauche, comme le nutriscore sur une boîte de sardines.

La Première ministre disqualifie les uns au détriment des autres. Trop facile Madame, c'est oublier votre responsabilité dans la crise profonde de notre pays. Les fractures entre catégories sociales, entre personnes en proie ou non au racisme et aux discriminations minent depuis des décennies le pacte républicain. La haine déversée par les forces de droite et d'extrême droite divisent un peu plus chaque jour la France. Le néolibéralisme qui fait commerce de ces haines a déjà choisi son camp.

L'heure est venue d'arrêter cette spirale infernale et non

de mettre de l'huile sur le feu. Et ce n'est pas l'État d'urgence qui règlera la situation mais bien des politiques publiques audacieuses pour les privés d'emplois et les salariés, les jeunes, des politiques qui unissent nos concitoyennes et concitoyens.

La responsabilité des forces de gauche et progressistes est immense pour proposer une alternative. C'est le sens de la proposition de Fabien Roussel pour un plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine. Les forces de gauche dans la diversité des convictions, doivent travailler ensemble pour élargir leur socle électoral sur un programme de transformation sociale. La bataille contre la réforme des retraites et l'augmentation des salaires est une base de nombreuses convergences possibles, en bas d'abord, sur le terrain des quartiers et des entreprises avant tout accord de sommet.

En ce 14 juillet, les cent jours d'apaisement promis par Emmanuel Macron se sont fracassés sur une réalité sociale révélatrice des crises profondes de nos sociétés.

Les cent jours de Napoléon parti en reconquête de Paris dans « *la marche de l'Aigle* » se sont soldés au final par « *Waterloo, Waterloo, morne plaine...* »

L'actu vue par



LUTTES !



LE LIVRE REPORTAGE SUR LA MOBILISATION DES RETRAITES !

UN LIVRE DE PHOTOS DE LA CGT ET DE LA FSU

La mobilisation syndicale, politique, sociale, sur la réforme des retraites s'est voulue exceptionnelle, dans sa durée (et elle n'est pas finie), dans ses formes, dans son unité, dans les participations massives aux actions, dans la détermination qui s'y est exprimée.

Un des signes que le syndicalisme bouge, change, est toujours plus vivant, est la réalisation commune (c'est une première) par la CGT 66 et par la FSU 66 d'un livre collector de photos et de textes qui retrace les grands et nombreux moments de la lutte. Il est intitulé Luttés ! Mobilisation contre la réforme des retraites 2023.

Il est fait d'images de très grande qualité, vivantes, humoristiques, enthousiastes comme le mouvement évoqué. **Il est vendu 20€ aux sièges de la FSU ou de la CGT.** Et pour cette modique somme, il vous rappellera quotidiennement que, comme le dit le poète, ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent.

J.-M.P

TOURRES JEAN PROMOTION

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30



TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Administrateur :
Remi Cathala
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Pour une culture de paix

Comment trouver les conditions de la paix ? C'est à cette question qu'ont essayé de répondre les différents intervenants, samedi 1^{er} juillet, à la fête du Travailleur Catalan.

C'est sous le chapiteau du stand des Albères/Côte Vermeille qu'une cinquantaine de personnes s'est retrouvée pour débattre sur la paix. Après les mots de bienvenue de Marie-Françoise Sanchez, PCF 66, Jean Solbes, qui fut grand reporter de l'Huma aux USA et conseiller de l'ONU pour le PCF, a introduit le débat en présence de Maryse Martinez, présidente du MRAP66 et de Noëlle Canadell, du Mouvement de la paix des P.-O.

Selon l'intervenant, la guerre en Ukraine donne aux USA la possibilité d'une restructuration géopolitique en faisant barrage au poids que prétend prendre la Russie en Europe et en se confrontant avec la Chine ...



La guerre en Ukraine au coeur du débat.



à distance ! Du coup la dépense militaire atteint 2 milliards de dollars par jour pour les Américains, ce qui écrase les revendications sociales, alors qu'il y a 12 millions de pauvres en plus cette année ! Tandis qu'en France ce sont 413 Milliards de dépenses militaires prévues, dont 17,5 qui vont venir de l'allongement de l'âge de la retraite. Jean Solbes a rappelé que face à cette situation de très grandes manifestations sont organisées aux USA rassemblant des centaines de milliers de personnes. Mais sans véritable débouché politique. Les médias refusent d'en parler. Quant aux communistes, ils travaillent à créer un nouveau rapport de forces, avec d'autres, en faveur de l'exigence de paix.

Débattons-en !

Plusieurs intervenants, dont Richard Sanchez, président de l'Amicale des vétérans du PCF, ont mis l'accent sur le rôle du PCF dans les combats pour la paix. À cet égard, les vétérans ont précisé qu'ils lanceront en octobre de grands débats, partout en France.

Pour Maryse Martinez, il faut dénoncer ce système capitaliste assassin et en changer, mais dans le même temps, promouvoir l'amitié entre les peuples et développer un débat autour de nous pour lutter contre le fatalisme

de la guerre. Elle a rappelé la nécessité de promouvoir un autre rôle pour l'ONU. Quant à Noëlle Canadell, elle a insisté sur la nécessaire éducation à la paix chez les enfants et les enseignants, et a souligné les initiatives prises dans le cadre de la campagne « Villes de Paix » à Cabestany. Ce débat s'est terminé par une proposition de travail avec les pacifistes espagnols.

Rappelons que du 18 au 24 septembre, des mobilisations et des initiatives citoyennes « Cultures de paix » auront lieu dans plusieurs communes du département (Alénya, Céret, Cabestany, Elne et Perpignan) pour la paix, contre la prolifération des armes nucléaires.

M.-F.S.

Une belle rencontre

Vétérans du PCF et jeunes du Mouvement de la jeunesse communiste des Pyrénées-Orientales ont échangé sur le rôle de l'Amicale et le DVD « Résistance en pays catalan ».

Le samedi 1^{er} juillet, sous le chapiteau abritant côte à côte l'Amicale 66 des vétérans et de la mémoire militante du PCF et les guérilleros espagnols, s'est tenue une rencontre initiée par l'Amicale. Son président départemental, Jacky Pugnet, après avoir salué les présents et les personnalités telles que Richard Sanchez, président national, Yvette Lucas, présidente d'honneur nationale, Jean Vila, maire honoraire de Cabestany, et rappelé les buts, le rôle et l'importance de l'amicale, s'est adressé plus particulièrement aux camarades de la jeunesse communiste qui avaient répondu à son invitation.

Précisant d'emblée que le rôle des anciens n'est pas d'être des donneurs de leçons, mais au contraire de favoriser une relation saine et fructueuse avec la JC, en toute indépendance, il a rappelé que le bureau de l'amicale était à leur entière disposi-

tion pour évoquer, s'ils le souhaitent et dans les formes qu'ils voudraient, les pans de l'histoire communiste du département, celle de la JC dans les P.-O. ou toute autre question. Les remerciant chaleureusement de leur présence, il a répondu, certes rapidement, à la question concernant la résistance dans le département, en lien avec la projection du DVD « la Résistance en pays catalan ». L'occasion de rappeler le rôle des guérilleros dans cette période.

C'est dans une atmosphère d'amicale et franche camaraderie que chacun s'est retrouvé devant le verre de l'amitié offert par les Amis du TC, partenaires de l'initiative, et qui a permis, avec des discussions intéressantes autour de l'exposition des panneaux retraçant plusieurs périodes de la vie du parti, de raffermir les contacts avec les participants présents.

Une bien belle rencontre qui en appelle

d'autres, à la rentrée, tant avec les vétérans qu'avec nos jeunes camarades de la JC.

P.J.



L'histoire du PCF dans les P.-O.

Le temps des crises

« Perseverare diabolicum »

Macron cherche à tromper son monde quand il descend dans la rue pour dialoguer avec le bon peuple, pour faire semblant de l'écouter, un peu et pour ensuite lui assener du haut de sa suffisance une affirmation péremptoire pleine de mépris « souverain ». Le tout sous le regard pas complaisant du tout (non, non) de caméras de télé qui se trouvaient là par hasard. Comédie du pouvoir... et surtout incapacité à entendre ce que lui répète un peuple qu'il trompe.

Et un

Parce que c'est de cela qu'il s'agit. La première « *algarade* », ce fut peu de temps après sa première élection, en 2018, les gilets jaunes, un mouvement social spontané contre l'augmentation du prix des carburants. Contestation qui va rapidement s'élargir à l'amélioration du niveau de vie des classes populaires et moyennes, à la justice fiscale et sociale, jusqu'à s'en



prendre au président lui-même. La réponse, ce fut un renoncement à la TICPE, quelques mesures d'urgence économique et sociale et un grand débat national dont on gardera l'image d'un président en bras de chemise expliquant et réexpliquant que c'était fini... et que l'essence pouvait réaugmenter... ce qu'elle a fait. La straté-

gie de Macron, faire le gros dos, user et abuser des interventions policières, jouer les bateleurs et raconter ce qui l'arrange pour laisser passer l'orage.

Et deux

Mal élu, il se lance dans une attaque frontale contre le droit à la retraite, porté de 62 et 65 ans. Il espérait une désunion syndicale,

il a le contraire et après l'épisode spontané, place à ce qui est la plus longue lutte sociale et syndicale de ces dernières années où s'exprime sans ambiguïté le rejet par le peuple d'un recul social majeur que rien ne justifie et un réveil syndical inattendu. Le Macron 2022 n'entend pas, il recule un peu, mais veut imposer son projet à une société qui n'en veut pas. Macron est allergique au peuple. Et le peuple l'a compris.

Et trois

Ainsi, la mort de Nahel, suivie des émeutes, met le feu aux poudres et relance un vent de révolte d'une jeunesse exclue d'un monde qui n'est pas le sien et dont elle désespère qu'il puisse le devenir. La réponse est bien sûr répressive, elle cherche à opposer deux France et surtout à ne pas chercher à comprendre le divorce profond d'un peuple avec un pouvoir qui lui est étranger. 2023 !

Jean-Marie Philibert

Police

L'urgence d'une refondation

La mort du jeune Nahel, le 27 juin à Nanterre, repose la question d'une réforme de l'institution policière.

Les missions de la police sont-elles les bonnes ? Sa doctrine d'intervention ? La formation de ses agents ? Au fond, est-elle là pour protéger les citoyens ou servir le pouvoir en place ? La loi de 2017 autorise les policiers à tirer sur les occupants de véhicules, même s'ils ne représentent pas une menace immédiate. Le texte de 2017 a été à l'origine de 16 décès en dix-huit mois. Réduite à huit mois puis un an, pour tenir les promesses de recrutement du président de la République, le temps de formation « *reste bien trop court* » regrette Anthony Caillé, secrétaire général de la CGT police.

L'IGPN contestée

L'impunité dont bénéficient les auteurs de violences policières contribue à creuser l'écart entre la police et la population. Avoir une instance de contrôle véritablement indépendante est une exigence portée par la gauche et de nombreuses associations de défense des droits. Le syndicat Alliance allié avec l'Unsa police (50% des voix) n'a pas hésité à se déclarer « *en guerre* » contre « *les hordes sauvages* » et « *les nuisibles* », menaçant directement le gouvernement. Cette extrême droitisation de syndicats de police, acceptée et encouragée par le ministère de l'intérieur porte en germe toutes les dérives possibles contre la République.

Jacques Pumaréda

Appel des élus

Nicolas Garcia, maire d'Elne répond à la question :

Pourquoi avez-vous signé l'appel de la coopérative des élus ?

Parce que les promesses de la Révolution Française « *Liberté, Egalité, Fraternité* », ciment du vivre ensemble, restent à concrétiser.

Plus que jamais, nous avons besoin d'une politique nationale et des moyens pour rétablir la cohésion nationale. Les choix libéraux ont précipité notre société vers l'individualisme et la précarité : les droits élémentaires à l'éducation, à la sécurité, à la santé, au logement, aux transports, aux sports, à la culture et à l'emploi doivent être une réalité garantie par l'État et par les politiques des gouvernants. Les services publics sont les premiers vecteurs d'égalité et de justice de notre pays. Il faudra également garantir aux collectivités un fonds d'urgence pour la réparation des dégâts de ces jours de révolte, d'émeutes

de pillage.

Au travers de cet appel, les élus que nous sommes, exigeons un travail en profondeur pour arracher les racines du mal que sont l'inégalité républicaine et l'absence de cohésion sociale. Nous demandons au président de la République qu'il entende le cri d'une partie de la jeunesse et des élus locaux et y réponde par l'organisation d'un débat national sur la cohésion territoriale, contre les discriminations et les précarités afin de fonder le rassemblement républicain autour de solutions durables de progrès, avec les moyens qui vont avec. Ainsi nous construirons avec tous les citoyen-ne-s la République dont ils rêvent et dont notre pays a besoin, proposant et assurant à chacune et chacun un futur épanouissant, qui fasse de sa diversité culturelle, linguistique, territoriale une richesse.

J.P.

Le plan de réconciliation de Fabien Roussel

La mort du jeune Nahel a provoqué une immense émotion dans le pays. La violence des rapports entre une partie de la police et des jeunes s'est aiguisée. Les attaques contre les élus ont mis en lumière une grave fracture démocratique. Pour Fabien Roussel, la République est en danger, il veut réconcilier ces « deux France » qui se font face.



Le secrétaire national du PCF vient de dévoiler un « plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine ». Il a présenté « des mesures de court et de moyen terme permettant d'engager des réponses pour notre pays au regard de la crise que nous traversons ».

Depuis les émeutes de 2005 faisant suite à la mort de deux jeunes garçons à Clichy-sous-Bois, dix-huit années se sont passées et les maires n'ont eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme, d'exiger des moyens supplémentaires. Ce qu'ils ont vu, c'est moins de soutien aux communes, le recul des services publics et des quartiers et des populations laissés à l'abandon.

Un plan en trois points

Le premier point de ce plan repose sur la mise en place d'« une politique progressiste de proximité pour la tranquillité publique ». Elle nécessite « la refondation de l'organisation des forces de police en redéfinissant leurs missions » avec « l'élaboration un grand plan de sauvetage de la justice ».

Construire « un plan pour l'égalité républicaine dans toutes nos communes », c'est l'objet du second point. Il s'agit d'« investir 10 milliards pour les communes dont 1 milliard d'euros pour le plan d'urgence proposé par les maires dès 2020 ». Fabien Roussel propose de « renforcer les moyens des communes et développer le logement social », « de développer les services publics de proximité » et enfin d'« investir pour le climat dans les quartiers populaires ».

Ce plan de réconciliation, « beaucoup de maires l'appellent de leurs vœux et soutiennent ces propositions ». Le secrétaire national du PCF fait un constat : « Il y a deux France qui se tournent le dos. C'est préoccupant. Et c'est pourquoi nous présentons un plan de réconciliation nationale en trois parties : ordre, justice, respect et égalité républicaine. »

Dominique Gerbault

Refonder la République avec la jeunesse

Léon Deffontaines vient de présenter « Un pacte pour la jeunesse qui engage la nation ». Le porte-parole du PCF insiste sur la grande diversité de la jeunesse.

Les premiers mots étaient pour dire qu'il n'y a pas d'amalgame à faire entre une minorité de casseurs et la majorité qui dénonce les violences. « Les jeunes sont les premières victimes des violences. Les casseurs ne représentent rien. La justice doit pouvoir se faire ». « Un pacte entre la nation et la jeunesse » doit être conclu pour sortir de la crise.

Tout d'abord ce pacte renforcerait la protection et le suivi des jeunes au sein et à l'issue du parcours d'Aide sociale à l'enfance (ASE). En effet l'État délaisse l'ASE et le délègue aux départements qui, pour certains, font des coupes budgétaires. Les jeunes qui sortent de l'ASE devraient être prioritaires dans les logements sociaux.

Certains parents ne peuvent pas aider leurs enfants car leur travail ne leur permet pas, c'est la raison pour laquelle, le pacte proposé par le PCF prévoit « la limitation du travail en horaire décalé » et développe les modes de garde.

Le pacte axe la formation en exigeant qu'aucune nouvelle fermeture de classes ne soit prononcée. Il veut « augmenter le temps sco-

laire pour que tous les devoirs soient faits en classe ». Pour cela le pacte réclame le recrutement de 10 000 enseignants en urgence. Les demandes d'internat pour les enfants de parents ayant des emplois décalés devraient être prioritaires et accompagnées d'assistants d'éducation ainsi que d'enseignants. Parcoursup, cette machine à éjecter les jeunes des quartiers populaires de l'université devra être supprimée.

La formation et l'emploi au cœur

L'emploi est un des socles de la société. Zéro jeune devrait être au chômage. Le pacte voulu par le PCF veut mettre en place « un emploi ou une formation qualifiante rémunérée pour chaque jeune ». La société manque d'emplois pérennes. Le pacte veut réinvestir les services publics avec des pré-recrutements rémunérateurs. L'apprentissage et le lycée professionnel devront être renforcés.

Enfin la jeunesse a besoin d'un statut social afin de lui créer des droits. Droit à la mobilité pour désenclaver des territoires avec la gratuité du permis de conduire qui est une des prin-

cipales discriminations à l'embauche. Le pacte demande que les moins de 25 ans aient un accès gratuit au TER.

D.G.



Léon Deffontaines à la fête du Travailleur Catalan.



Ocupacions d'estiu per oblidar la calor

- Al país veí, a Espanya, són en plena campanya electoral un cop més. Hi ha eleccions generals convocades pel 23 de juliol per elegir els diputats del « *congresso* » de Madrid, l'equivalent de l'Assemblea Nacional.

- Fa una calor que espanta, fa un sol que peta i convoquen eleccions ? Me sembla una jugada arriscada, l'abstenció triomfa a pertot i crec pas que convocar eleccions al juliol millori aquesta tendència.

- Hi ha un refrany que diu "al juliol, ni dona ni cargo", mes en conec pas cap que digui que al juliol se puguin pas fer eleccions.

- És una qüestió de sentit comú, amb o sense dites populars. Qui ha tingut la brillant idea de convocar eleccions a ple estiu?

- El president del govern espanyol, el senyor Sanchez (PSOE). Com que les municipals del mes de maig li han pas anat bé, ha fet l'aposta de convocar immediatament altres eleccions.

- I els catalans del sud què en diuen d'aquestes ?
- Proven de fer una crida a la participació i avisen que si els partits més reaccionaris guanyen a Espanya la situació pot ser encara més complicada a Catalunya, com ja hem vist que passa a les Illes Balears o al País Valencià.

- La calor, tothom de vacances i totes les enquestes que pronostiquen un retorn dels partits de la dreta dura i l'extrema dreta. Bon coratge per aquestes eleccions, en tindran menester.

- T'has oblidat de parlar del Tour, que també incita a quedar-se a casa, fent una petita migdiada davant la televisió. Què vols que te digui, l'estiu és també l'època dels festivals que s'omplen de públic. Les eleccions se poden interpretar com un festival, si el programa és bo la gent s'ha de desplaçar.

- A l'estiu, amb la calorassa, com menys te desplaces, millor. Aquest refrany me l'acabo d'inventar i crec que funciona per molta gent.

- Veig que apliques a la lletra els consells de savis que nos repeteixen els mitjans de comunicació, que segurament nos prenen per imbècils: quedar-se el més possible a l'ombra, a la fresca i beure molt. Bon estiu.

C&C

Fête du TC 2023

Portraits inattendus et rencontres fortuites. Merci à eux



→ **Nicolas a 24 ans.** Il est employé dans les assurances, « *nouveau catalan* » depuis un an et membre du PCF depuis quelques mois : « *De base, dans ma famille et mon environnement, il y a plutôt des idées communistes. Chaque année, nous allons à la fête de l'Huma. Nous portons ces idées et défendons l'idéal que promeut le PCF. J'ai pas encore été très actif comme militant. Je viens quand je peux et je paye mes cotisations* ». Il poursuit, souriant : « *C'est important d'investir un parti, pour l'efficacité, tout simplement. Il faut qu'il y ait une vraie force organisée face aux adversaires qui eux le sont, organisés* ». Et conclut : « *Aujourd'hui, le parti doit et peut devenir plus grand, plus influent. C'est en bonne voie* ». Le soir, jusqu'à deux heures du matin, Nicolas tiendra la buvette du stand de Perpignan, avec le sourire, toujours.

→ **Pierrette et Patrick** sont un couple de jeunes retraités. Ils ont choisi de s'installer à Banyuls depuis un an. Ils travaillaient tous deux dans la fonction publique territoriale, à Pantin : « *C'est la première fois que nous venons à cette fête. Nous sommes depuis longtemps sympathisants du PCF, et membres de la CGT. On a appris que la fête de l'Huma avait une petite sœur dans le département. Alors, nous sommes venus. On a voulu savoir. Et on a vu* ». Ils apprécient vraiment et font une proposition : « *Il faudrait plus d'animations l'après-midi, ce serait parfait* ». Par rapport à un engagement plus soutenu au PCF, ils répondent tous deux : « *Pour le vote, y a pas de problème mais, ces dernières années, on a pas toujours bien compris où allait le PCF. Donc, pour l'instant ?* », s'organiser, non.



→ **Christelle**, 48 ans, employée à pôle emploi à Perpignan, est déléguée syndicale (à plein temps dans cette période) pour son syndicat affilié à la FSU. Elle habite Pollestres et a écrit, pour le TC, un article complet sur les dangers de la réforme « *France Travail* ». « *Je suis déjà venue sur cette fête et j'y retrouve des amis. Cette année, c'est particulier. Après la lutte contre la retraite à 64 ans, on a été associé à la fête, au stand intersyndical. Ici, c'est la vraie démocratie. On parle, on s'écoute et on se respecte. Et c'est rare. Ici, le peuple a la parole* ». Puis elle poursuit, à propos du PCF : « *Le parti gagnerait à s'ouvrir un peu plus, à aller plus vers la société civile. Il y a la Nupes, certes, mais le PC doit jouer un plus grand rôle, représenter un pôle majeur et une alternative dans cette alliance. Je le répète, il doit s'ouvrir plus et communiquer plus et mieux. Il semble qu'on soit un peu au milieu du gué. Il y a encore des pas à franchir* ». Bon. C'est entendu. Elle conclut : « *Il faut construire un mouvement et un rassemblement large, avec d'autres forces. Là, ça ne suffit pas.* »



→ **Béatrice** est voisine de la fête. Elle habite Taxo. Tout juste la cinquantaine, elle va entamer une formation d'éduc-spé où elle a été acceptée. Depuis quelques années, elle travaille pour l'association ACAL où plus d'une centaine de salariés œuvrent dans les P.-O. à résoudre les problèmes posés aux étrangers, aux migrants et aux personnes en grande difficulté. « *Pour moi, la fête, c'est comme un rituel, obligatoire. Le cadre est superbe, les scènes musicales se succèdent intelligemment, avec de bons artistes locaux, c'est pas cher, les stands font des choses à manger plutôt bonnes et l'ambiance est formidable, familiale, détendue...* ». N'en jetez plus ! « *Je suis ancienne GJ, Gilet jaune. Je partage les idées qui circulent ici, et les débats sont intéressants. Je sais très bien que c'est communiste ici, et ça ne me gêne pas. Au contraire. Cette mentalité qui est là, partout, du partage et de l'écoute, me convient parfaitement* ».

Propos recueillis par Michel Marc

Social

Incompréhension et colère chez les personnels de l'UNAPEI 66



Les personnels de l'Institut médico-éducatif (IME) « Les Peupliers » à Pollestres étaient massivement en grève, vendredi 7 juillet. Deux licenciements ont été annoncés.

L'Unapei 66 est un mouvement associatif parental, engagé dans la représentation, l'accompagnement et la défense des intérêts des personnes avec handicap intellectuel et de leurs familles. 300 salariés, 600 familles, 13 services, 515 personnes accueillies. « Les Peupliers », à Pollestres accueillent 74 enfants et ados de 4 à 20 ans.

Parents de bénéficiaires et salariés entendaient, ensemble, soutenir les deux salariées licenciées et alerter sur les conditions d'exercice du métier et l'ambiance délétère qui règne dans les établissements et dans l'association. Devant l'établissement Les peupliers, ils se sont rassemblés, nombreux. Tour à tour sont intervenus Ary Duverly, secrétaire du syndicat CGT, une salariée, Béatrice, en partance après 25 ans de boîte, ne supportant plus « les méthodes insupportables de la direction », une

maman qui, dans une prise de parole sincère et émouvante, a soutenu les grévistes et s'excusait d'avoir, lors de conflits précédents, été manipulée par la direction, et un ancien salarié et secrétaire du syndicat CGT, Daniel Petit, assistant aux prudhommes, déclarant sans hésitation la nullité des arguments de la direction : « Il n'y a absolument rien dans le dossier ».

Un management catastrophique

Plusieurs fois citée lors des interventions, la directrice actuelle semble être le centre des accusations. « Déjà, en janvier 2022, les salariés s'étaient mobilisés pour dénoncer les pratiques managériales agressives, autoritaires, par la peur, l'intimidation, (...), des licenciements, des burn-out, des ruptures conventionnelles, ..., du mal être important de l'ensemble des salariés » précise le commu-

niqué qui rappelle que l'inspection du travail attestait dès 2022 : « Les salariés sont exposés à la souffrance au travail et aux risques psychosociaux ». La situation perdure depuis. Les deux licenciements interviennent, le 3 juillet. Déjà mises à pied à titre conservatoire, elles ne seront pas avisées de la décision. L'annonce a été faite au cours de la réunion générale du personnel. Ayant examiné les motifs du licenciement, chacun s'accordait à dénoncer « l'extrême légèreté du dossier à charge », ainsi que sa fragilité, des témoins cités par la direction niant et contestant les dires et déclarations que le dossier leur prête. Les démarches et recours auprès des prudhommes sont engagés. Le syndicat CGT, ainsi que les parents présents se sont engagés à soutenir jusqu'au bout les deux salariés.

Michel Marc

Osons le Rail

L'association Osons le Rail a présenté son projet de réouverture de la ligne voyageur Céret-le Boulou-Elne-Perpignan devant la mairie de Céret. Au menu, popularisation, pétitions et adhésion d'un maximum de citoyens pour que l'alternative du train décolle enfin, avec les autres dites « petites lignes » du département des P-O.



De g à d : Régis Larre, Thierry Labelle et Dominique Noguères.

Après la mort de Nahel, rassemblement Deuil et colère



Samedi dernier environ 150 personnes se sont rassemblées devant la préfecture à Perpignan suite à l'appel intitulé Deuil et colère. Cette initiative nationale entendait protester contre les violences policières.

Laure Martinez s'exprimait au nom de la FSU, la CGT et Solidaires déclarant fermement que « le refus d'obtempérer n'est pas un permis de tuer », elle déplorait également la relégation sociale que subit la jeunesse populaire, la suppression des services publics dans les

quartiers. Dénonçant clairement les violences urbaines « qui ne sont pas la solution » elle insistait sur « La nécessité urgente d'investir pour la jeunesse, de renforcer les services publics, de réorienter la politique de sécurité. » Enfin elle exigeait « justice et vérité pour Nahel. » Déclaration suivie de celles de certains partis de gauche, de la Ligue des droits de l'homme. Plusieurs élus et militants communistes étaient présents.

N.G.

Perpignan

Le Foyer Laïque du Haut-Vernet black listé !

Cette très ancienne association d'éducation populaire autour de la pratique du rugby, bien connue des travailleurs sociaux locaux et de tous les « rugbyphiles » du département a été « oubliée » lors du conseil municipal du 29 juin.

Le président de l'association, Benoît Castanedo et le directeur des activités, Anthony Carrère ont tenu à rendre publiques leurs réactions et leurs inquiétudes : « Comme s'y était engagé l'adjoint aux sports lors du précédent conseil, nous nous attendions, à voir notre demande de subvention de fonctionnement de 40 000€, étudiée et soumise au vote. Quel ne fut pas notre étonnement au moment de lire l'ordre du jour et son absence ? ». Cette somme, nécessaire dans cette période, pour payer salaires et factures lors de cet exercice 2023, va manquer et mettre en danger l'équilibre habituel du budget.

Quelques signes avant-coureurs

« Cela vient s'ajouter à une liste de tracasseries qui commence à s'allonger concernant notre collaboration avec la Mairie depuis fin 2021 :

- suppression de locaux administratifs pour les salariés
- baisse de 5 000 € de la subvention de fonctionnement
- baisse de 50% de la subvention pour la réussite scolaire des enfants du Bas-Vernet, avec l'école Duruy
- refus de prêt d'une salle annexe au siège de l'association et de chaises pour notre assemblée générale
- refus de mise à disposition des installations sportives (stade et gymnase Jean Rousset) pour un job-dating-emploi avec notre partenaire
- refus avant de se raviser de la tenue de la fête de la St Jean
- absence à toutes nos assemblées générales et manifestations du club... ». Les choses sont dites.



De gauche à droite, Anthony Carrère et Benoît Castanedo.

Perpignan : le Foyer Laïque des quartiers nord se retrouvera-t-il à sec ?



Les arguments inaudibles et faux de la mairie

Les réponses de la mairie et de l'adjoint aux sports étonnent. Le dossier aurait été incomplet à la date voulue. D'après les deux dirigeants qui ont, devant la presse, apporté les preuves incontestables du contraire, l'ensemble des mails envoyés et reçus par le FLHV, cette affirmation est tout simplement fausse. Le deuxième argument, exprimé par l'adjoint aux sports, laisse pantois : « une subvention pour l'exercice de l'année 2023 peut être abondée jusqu'en décembre 2023 ». Nul besoin de commentaires. Enfin, les attaques personnelles contre un président, élu, faut-il le rappeler, par les adhérents de l'association, lui reprochant ses engagements politiques et son élection au Conseil départemental, sentent bon la « punition », la revanche politicienne d'une mairie qui n'en est pas à sa première tentative de « mise au pas » des associations sur la ville. Les 320 licenciés, les familles, les partenaires, les bénévoles du FLHV apprécieront. En attendant, le club ira chercher les soutiens nécessaires à son action. Comme le dit le président Benoît « la vérité sortira assez vite ».

M.M.

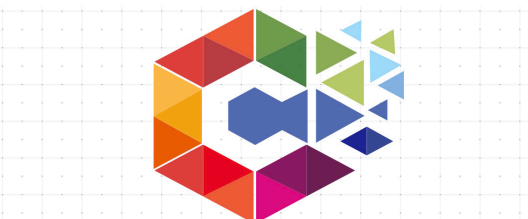
Découvrez d'autres articles
chaque semaine sur le site
www.letc.fr



Scan Moi



GAXIEU CABESTANY
4 rue du Moulins
66330 Cabestany
T.04 68 66 07 70



VILERT BENJAMIN
Artisan Carreleur Mosaïste
Chape, Salle de bains, Terrasse
06.24.32.14.08

Agrivoltaïsme

Un « nouveau venu » dans le mix énergétique

Comme pour les éoliennes, ces nouveautés suscitent débats et controverses. Les défenseurs de l'environnement ne sont pas tous d'accord et les échanges sont rudes. Des deux côtés, pour et contre, les arguments sont solides. Pas facile de s'y retrouver.

- 1^{ère} partie -

Le néologisme « Agrivoltaïsme » traduit parfaitement le sens du concept et des projets en cours. « Agri » pour évoquer l'agriculture et sa production, et « voltaïsme » pour renseigner sur l'objet : produire des Watts. Des entreprises privées en font une promotion débridée et presque invasive. Ils démarchent et s'installent. Des organismes publics et institutions publiques sérieuses soutiennent ces initiatives que l'on dit novatrices. Dans le département des Pyrénées-Orientales, les productions convoitées, et les hectares nécessaires sont essentiellement les vignes, aujourd'hui dans les Aspres.

Produire mieux en protégeant du soleil, et vendre des Watts

L'entreprise « Sun'Agri » (groupe Eiffage), dès avril 2021, écrivait : « Pionnière de l'agrivoltaïsme, la société mettra en chantier, à partir de 2022, 26 installations d'ombrières photovoltaïques, réparties dans tout le vignoble de l'arc méditerranéen. Les viticulteurs engagés dans ces projets y voient avant tout une solution pour lutter contre le réchauffement climatique ». Ce qui a été fait et entrepris. Et poursuivait : « Les viticulteurs méridionaux font figure de pionniers dans le développement de l'agrivoltaïsme : sur les 37 projets Sun'Agri retenus dans les appels d'offres « solaire photovoltaïque innovant » de la Commission de régulation de l'énergie, 26 concernent



Agro-photovoltaïque : l'avis des agriculteurs catalans



la viticulture. « C'est le secteur agricole pour lequel nos projets sont les plus avancés » confirme Perrine Fortin, Responsable du Pôle Agro chez Sun'Agri. Enfin, pour être tout à fait clair : « L'entreprise développe des ombrières photovoltaïques, placées à 4 mètres au-dessus du sol, qui protègent la vigne des excès du soleil. Pilotés à partir d'algorithmes conçus sur mesure selon les besoins de la vigne, ces panneaux s'inclinent en fonction des besoins d'ensoleillement ou d'ombrage de la plante ». Et d'annoncer les premiers résultats d'études comparatives (vérifiables ?) : « Les premiers résultats recueillis lors de la campagne 2019 sur le site de Piolenc ont montré que les vignes abritées sous ce dispositif ont mieux résisté que les autres aux fortes chaleurs de l'été. Sous les ombrières (panneaux solaires situés à 4m du sol), les besoins en irrigation sont réduits de 12 à 34 % selon les modalités, l'irrigation a été déclenchée plus tardivement, la réserve en eau des sols est supérieure de 20 millimètres et l'arrêt de la croissance est retardée de 10 à 15 jours par rapport à la vigne témoin sans protection photovoltaïque. L'ombrage a également eu un effet positif sur le poids des baies, supérieur de 17 % dans les vignes protégées ». Convaincant, et, pour être tout à fait honnête, tout cela semblerait logique pour quiconque ne regarde pas l'ensemble de plus près. 800 000€ d'investissements par hectare ! Certaines caves se sont

associées, ainsi que des mairies. « Participer au développement d'énergie renouvelable, tout en maintenant une production viticole sur le même terrain est un challenge environnemental qui s'inscrit parfaitement dans notre stratégie de développement » confiait Stéphane Roques, le directeur de la coopérative héraultaise.

Une réalité plus complexe. Les dérives attendues et dénoncées

De plus en plus d'exploitants accueillent sur leurs terrains des dispositifs photovoltaïques en contrepartie d'un loyer généreux. « On va désormais gagner de l'argent plutôt que d'en perdre si on continuait à faire une culture ». Si la loi interdit de transformer l'usage des terres agricoles, elle y autorise certaines installations à condition qu'elles ne soient pas « incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ». L'énergie solaire a aujourd'hui des airs de nouvel or vert pour les agriculteurs, et retraités de l'agriculture, qui ont de plus en plus de mal à vivre de leur activité, 20 % d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté. D'un autre côté, le réel observé montre des abandons importants de productions agricoles sous les ombrières, ainsi que des paysages dévastés.

Michel Marc

2^e partie de l'article dans le prochain numéro.

- annonces légales - annonces légales -

PRIMOTRANS SASU
 au capital de 36 000 euros
 Siège social : 6 BD des Pyrénées
 66000 PERPIGNAN
 SIRET : 91752663400014
 RCS : PERPIGNAN

CLOTURE DE LIQUIDATION

Par décision en date du 30 juin 2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur et a prononcé la clôture de la liquidation de la Société à compter de ce jour. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Perpignan, en annexe au R.C.S.

Pour avis le liquidateur

DISSOLUTION

TECSOL PRESSE, SARL au capital social de 1000 euros, Siège social : 105 rue Alfred Kastler 66000 PERPIGNAN, 443 695 374 RCS Perpignan. L'AGE du 10/07/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour.

André JOFFRE demeurant 13 rue Pierre l'Enfant 66000 PERPIGNAN, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 105 rue Alfred Kastler 66000 PERPIGNAN.

Rectificatif à l'annonce parue dans LE TRAVAILLEUR CATALAN, n°3981, le 23/06/2023, concernant la société par actions simplifiée QUINZLAB, 4 IMPASSE DES GARRIGUES 66500 CA-TLLAR au capital de 1 000€ en cours d'immatriculation au RCS de PERPIGNAN, il fallait lire

« Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 06/07/2023 » en lieu et place de « Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13/05/2023 ».

Le président, Vincent MARTIN

AVIS DE CONSTITUTION

SCI JWLC 66
 Société Civile Immobilière
 Au capital de 100€
 Siège social : 8 RUE PIERRE VIDAL 66000 PERPIGNAN.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23/06/2023, il a été constitué sous la dénomination sociale JWLC 66 une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 8 RUE PIERRE VIDAL 66000 PERPIGNAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

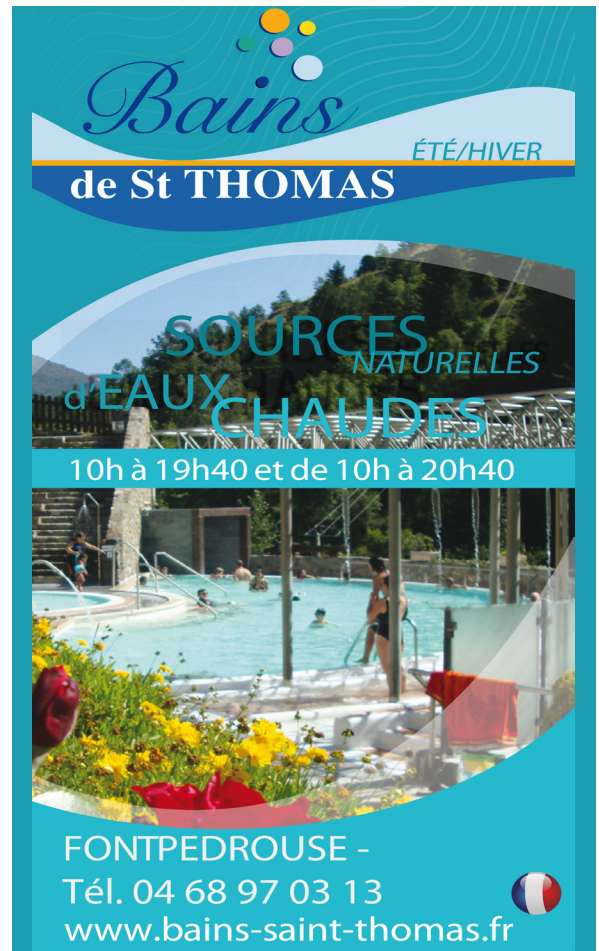
Objet social : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, la construction, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le capital social s'élève à la somme de 100 euros, il est divisé en 10 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 100 euros.

Gérance : M. PUIGSEGUR Christophe demeurant 8 rue Pierre Vidal 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de Gérant.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.


Pour avis et mention,

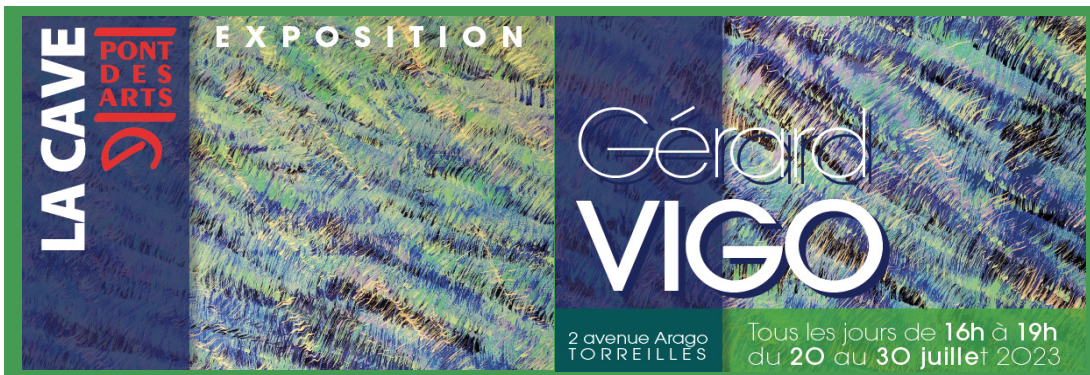


Bains de St THOMAS ÉTÉ/HIVER

SOURCES d'EAUX CHAUDES NATURELLES

10h à 19h40 et de 10h à 20h40

Fontpedrouse - Tél. 04 68 97 03 13 
www.bains-saint-thomas.fr



LA CAVE PONT DES ARTS EXPOSITION

Gérard VIGO

2 avenue Arago TORREILLES

Tous les jours de 16h à 19h du 20 au 30 juillet 2023



Scan Moi



JEUDI 20 VENDREDI 21 SAMEDI 22 DIMANCHE 23/07

FESTIVAL LATINO CUBAIN CIENFUEGOS Le festival solidaire

Alénia

Office Municipal d'Animation d'Alénia
 04 68 22 54 56 - oma@alénia.fr
 Antoine Navarro 06 09 01 70 63
cubacoop66@orange.fr

L'association Cuba Coopération 66 en partenariat avec la ville d'Alénia, propose, pour cette 4^{ème} édition, des expositions, concerts, du cinéma, des danses latines... et comme pays invité mis à l'honneur : la Colombie !
 Une invitation au voyage et au partage où l'on pourra déguster les spécialités cubaines et sud Américaines.

JEUDI 20/07 à partir de 18h - soirée tapas, musique & films

VENDREDI 21/07 à 18h30 - vernissage de l'exposition " Racines y Raices "

- 19h45 - Danse du groupe folklorique colombien « Sinergia Latina »
- 21h - Concert du Septeto Nabori,

SAMEDI 22/07 à 19h45 - Démonstration jeunes danseurs de l'académie Angel's Dancers

- A partir de 21h - Orchestre Salsafon

DIMANCHE 23/07 à 19h45 - Show de Sussan,

- À partir de 21h - L'Orchestre Eletumba'o en hommage à Juan et Juan Carlos Formell de Los Van Van

Tous les soirs à partir de 18h30

Apéros salsa et afters avec les DJ Lilimba et D'Primera | Cours/Ateliers de danse par Yamiley, Jonar, Fanny Ribaux et Smith | Village gourmand, artisanal, jeux pour enfants, invités surprises !

Archipel

Fin de partie



© Théâtre de l'Archipel

Le ministère de la culture confirme Jackie Surjus à la direction de la scène nationale, il y a peu la nouvelle directrice annonçait la saison prochaine.

Dans un communiqué du 4 juillet, Rima Abdul Malak, ministre de la culture vient de confirmer Jackie Surjus à la direction du théâtre de l'Archipel. La décision était attendue depuis deux mois. On se souvient que fin avril, le conseil d'administration de la structure, où la ville est largement majoritaire, avait voté pour Jackie Surjus qui n'était pas le choix du jury de recrutement. Serge Regourd, vice-président du conseil d'administration avait, du coup, démissionné de ce poste. Dans ce contexte qu'elle qualifie elle-même « d'inédit » avec un projet culturel qui « ne fait pas consensus » le choix de la ministre s'avérait des plus délicats, elle a opté pour ce qu'elle considère être une mesure d'apaisement. A l'heure où ces lignes sont écrites, la Région qui fait partie des tutelles, ne s'est pas exprimée.

Inédite aussi la « mission flash de l'IGAC » (Inspection générale des affaires culturelles) qui complète la décision ministérielle, à savoir « un dispositif d'accompagnement d'au moins 12 mois sur les questions de management et de réorganisation de l'établissement. » Dans la foulée, le ministère a annoncé une augmentation de 20 % de sa subvention. Dont acte.

On apprend aussi que le projet de la nouvelle directrice s'appuie sur six artistes en résidence (Mehdi Kerkouche, Julie Deliquet, David Gauchard, Zahia Ziouani, Walid Ben Selim, Lucie Antunes). Enfin la saison sera marquée par trois grands évé-

nements, le traditionnel festival Aujourd'hui musiques, un festival de danse urbaine au printemps et un temps fort pour le jeune public axé sur la marionnette.

La saison 23/24

Dévoilée récemment, elle s'étendra du 29 septembre 2023 au 7 juin 2024. La musique s'y taille la part du lion avec vingt-quatre concerts ou événements musicaux, douze seulement pour le théâtre. Dans cette programmation, des propositions phares, *Iphigénie* de Tiago Rodrigues, nouveau directeur du festival d'Avignon. Julie Deliquet avec *Welfare* qui a fait l'ouverture du festival d'Avignon dans la cour d'honneur. Ou l'immense comédienne Catherine Hiegel dans la pièce de Jean-Luc Lagarce *Les règles du savoir-vivre dans la société moderne*. Côté musique, Philippe Jarrousky revient avec, cette fois, *Le concert de la loge* dirigé par Julien Chauvin, Zahia Ziouani, bien sûr, l'Orchestre du Capitole de Toulouse, L'Orchestre national de France, l'André Manoukian Trio... Une place au cirque, avec cinq rendez-vous dont le cirque de Noël. Parmi les sept spectacles de danse proposés notons la compagnie DCA de Philippe Découflé et *le Casse-noisette* de Blanca Li.

Et bien d'autres choses à découvrir au fil de la saison.

L'intégralité de la saison est à retrouver sur www.theatredelarchipel.org.

Où sortir ?

Perpignan

Place Jean Moulin | Du dimanche 9 juillet au samedi 15 juillet à 21h30 | **Scènes étoilées des Grands Carmes** | Gratuit.

Campo Santo | Mercredi 19 juillet à 19h | **Live Campo - Florent Pagny** | 85€/réduit 65€. Samedi 22 juillet à 19h | **Live Campo - Renaud** | 59€/réduit 40€.

Cathédrale Saint-Jean-Baptiste | Vendredi 14 juillet à 18h | Festival international de carillon de Perpignan - Concert **Marc van Bets** | Gratuit.

Quai Sébastien Vauban | Jeudi 20 juillet à 20h30 | Les soirées Rayonnante - Soirée d'ouverture - **Soirée Gypsy** | Gratuit.

Amélie-les-Bains

Église Saint Martin de Palaldal | Mardi 18 juillet à 15h30 | **Concert catalan** | Gratuit.

Argelès-sur-Mer

Jardins de la Casa Carrère | Samedi 15 juillet de 19h à 23h | **Village en Musique** | Gratuit.

Rue des Matelots | Mercredi 19 juillet à 21h | **Festival des Havanères** | Gratuit.

Le Racou | Vendredi 21 juillet dès 19h | **Fête du Racou** | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Domaine Berta-Maillo (impasse Mairie) | Vendredi 14 juillet de 19h30 à 22h | Concert - **Domaine Berta-Maillo** | Gratuit.

Vendredi 14 juillet à 21h30 | **Banyuls s'illumine** | Gratuit.

Bolquère

Salle polyvalente | Vendredi 14 juillet à 21h | Soirée dansante - **Orchestre Live Chords** | Gratuit. Jeudi 20 juillet | Concert - **Tribute Ray Charles** | Infos et réservations: 04 68 30 12 42.

Bompas

Village | Mardi 18 juillet à 20h | Les mardis de Bompas - Les Mardis Menja - **Canta au Mas Pams** | Gratuit.

Cabestany

Rue Guilhem de Cabestany | Vendredi 21 juillet à 21h | **Soirée musicale** | Gratuit.

Céret

Centre-ville | Vendredi 14 juillet à partir de 18h30 | **Féria de Céret** | Gratuit.

Elne

Cloître / Cathédrale | Du 18 au 25 juillet | **Les nuits d'Elne** | 10€.

Place de la République | Jeudi 20 juillet à 21h30 | **Spectacle Chispa Latina** | Gratuit.

Espira-de-L'Agly

Espace Jean Teulière | Mercredi 19 juillet à 19h | **Apéro-concert** | Gratuit.

Où sortir ?

Fontpedrouse

Bains de Saint-Thomas | Vendredi 21 juillet de 10h à minuit 30 | Saint-Thomas les Bains fête ses 30 ans | Gratuit.

Ille-sur-Têt

Maison des œuvres | Du jeudi 20 au dimanche 23 juillet à 21h | Théâtre musicale - Les bonnes femmes - création '23 des tréteaux d'ille | Billetterie : www.helloasso.com/associations/les-treteaux-d-ille.

Saint-Cyprien

Port | Lundi 17 juillet de 21h à 22h30 | Spectacles vivants | Gratuit.
Place de la République | Mardi 18 juillet de 21h à 23h | Les nuits d'été - Balade de sardanes avec la Cobla Mil-Lenària | Gratuit.
Salle Escaro | Mercredi 19 juillet à 21h | Théâtre - Le Casse par la troupe "L'œil en coulisses" | 8€.

Saint-Génis-des-Fontaines

Cloître | Lundi 17 juillet de 19h à 23h | Festival lyrique des Pays Catalans Dîner à 19h suivi du Concert au cloître à 21h 30 | Payant.

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Village | Samedi 22 juillet de 17h30 à 1h | Soirée Colors of Night | Gratuit.

Torreilles

Espace Capellans | Mercredi 19 juillet à 19h | Tous à la plage - Concert Kinda | Gratuit.
Théâtre de verdure de la chapelle de Ju-hègues | Vendredi 21 juillet à 21h30 | Concert Jazz - Oyster Brothers & Funky swing dancers | Prévente 25€ / Soir concert 30€ / réduit 15€ / Pass 3 jrs / Forfait 60€. Samedi 22 juillet à 21h30 | Concert Jazz - The swin-gin'Hermlins | Prévente 25€ / Soir concert 30€ / réduit 15€ / Pass 3 jrs / Forfait 60€.

Vinça

Église | Samedi 15 juillet à 21h | Les plus belles pages des concertos pour deux trompettes et orgue - Solistes de l'ensemble « Les Siècles » Emmanuel Alemany & Fabien Norbert, trompettes Jean-Pierre Le-caudey, orgue (titulaire Collégiale Saint-Martin, Saint-Rémy-de-Provence) | 12€/réduit 10€. Dimanche 16 juillet à 21h | Elévations : concert spirituel dansé - Raphaël Rodriguez, conception Mai Saito, orgue Benjamin Gaspon, traverso | 12€/réduit 10€.

Exposition Guino Renoir

Une aventure humaine et artistique

L'exposition de l'été du Musée Rigaud fait découvrir un prodige catalan de la sculpture, Richard Guino, et son étonnante collaboration avec Auguste Renoir.



L'exposition de l'été du Musée Rigaud fait découvrir un prodige catalan de la sculpture, Richard Guino, et son étonnante collaboration avec Auguste Renoir.

Au delà de la découverte des deux-cents œuvres exposées, l'exposition proposée par le musée Rigaud révèle un épisode méconnu de l'histoire de l'art et la personnalité singulière de Richard Guino sculpteur catalan. Accueilli à Paris par Maillol en 1910, il devait passer quatre années à sculpter plusieurs tableaux d'Auguste Renoir.

Ont contribué à cette réalisation qui est un vrai travail de recherche, outre Pascale Picard, conservatrice, Antoinette Le Normand-Romain, conservatrice générale du patrimoine honoraire. L'exposition suit le parcours chronologique de ce prodige de la sculpture, dont l'œuvre est restée confidentielle, éclipsée par sa collaboration avec Renoir. C'est aussi l'occasion pour le musée d'acquérir trois œuvres de Guino.

Les débuts

Né à Gérone, il doit à son père ébéniste la confrontation avec la matière, aussi l'explore-t-il sous toutes ses formes.

Le début de la visite correspond à la découverte de nombreuses sculptures de Guino réalisées à Gérone. On admire le modelé très travaillé, les différents matériaux, la multiplicité des sujets.

Il monte à Paris

À Paris, il reçoit les leçons de Maillol qui l'introduit dans les milieux artistiques parisiens. L'exposition montre de Guino ses bas-reliefs en terre cuite, en céramique émaillée. Bas-relief du désir, frise d'un cortège dionysiaque, bas-relief en bois au lisse

modelé décoratif. Ils dénotent sa science de la composition des corps, la recherche de la couleur. La collaboration avec Renoir

En 1913, Antoine Vollard, marchand d'art propose à Guino une collaboration avec Renoir qui, paralysé, ne peut pas sculpter, Richard Guino est chargé de transposer l'œuvre de Renoir en sculpture. Guino était le candidat idéal pour donner corps à la peinture de Renoir, les œuvres exposées en témoignent. Monumentales, impressionnantes, elles exaltent la féminité, la nudité. La patte du sculpteur est franche, sans obérer le style de Renoir. Voir l'incroyable Vénus vitrix, La grande laveuse, le portrait de madame Renoir... Ce travail en commun prend fin en 1917.

Guino après Renoir

Guino désormais chemine seul, se renferme sur sa situation, réoriente sa carrière. Abandonné par Vollard (qui a toujours voulu l'occulter), par Renoir, affecté par la perte de sa compagne Eulalie, il traverse une période douloureuse.

La rencontre avec un nouveau marchand Hébrard l'aide à redémarrer. La dernière partie de l'exposition permet d'admirer la splendeur de ses créations décoratives en bois, en céramique.

Il décide aussi d'attaquer la succession de Renoir et, longtemps après, sera reconnu comme co-auteur.

Nicole Gaspon

Guino-Renoir, la couleur de la sculpture à voir jusqu'au 5 novembre.

1^{er} juin-30 septembre tous les jours de 10h30 à 19h - 1^{er} octobre-31 mai du mardi au dimanche de 11h à 17h30 et 8€.

Suivez-nous



Alénia

2^e festival Biovivart

Des arts vivants pour le vivant, spectacles, conférences, ateliers, du 28 au 30 juillet aux Caves Ecoiffier à Alénia.

Événement festif se donnant pour but de toucher un large public (adultes et enfants), habitants locaux et touristes, sur les sujets écologiques actuels, Biovivart propose sa deuxième édition durant trois jours, les 28, 29 et 30 juillet aux Caves Ecoiffier (Alénia). Illustrés par des performances d'arts vivants, des interventions d'experts nationaux, spécialistes des sujets abordés, les thèmes en seront les sols vivants, les espèces menacées, la pollution, la relation au monde sauvage. À la fin de chaque spectacle, de chaque conférence, un bord de plateau donnera l'occasion au public de dialoguer avec les artistes et les scientifiques.

L'ouverture se fera le 28 juillet à 15 heures avec *l'Envol des Muses*, un spectacle sur échasses de la Compagnie Cielo. Après l'ouverture officielle, il sera suivi à 16h30, salle Teresa Rebull, d'une conférence de la chercheuse Élodie Magnanou : *Manque d'eau : comment la forêt, résiste, s'adapte, lutte, et nous aide*. À 19h, au jardin Taulera on verra *Arborédances*, une balade dansée et scientifique précédant un spectacle *Le monde du silence gueule*, qui sera suivi d'une discussion avec Gilles Bœuf.

Les jours suivants se succéderont à nouveau, conférences, débats et spectacles traitant de la biodiversité, du littoral, des animaux et des hommes, de l'anthropocène, de l'eau, du fleuve... Côté spectacles, on annonce la danse : *Habiter le seuil* avec un film du même titre ; la performance d'un artiste peintre : *Faune fragile* ; des lectures de textes (Prix Biovivart des jeunes auteurs) ; pour le jeune public : *La dignité des gouttelettes*, et un final nocturne, assurément fort entraînant, dans la nuit du 30 juillet.

2^e FESTIVAL BIOVIV'ART
DES ARTS VIVANTS POUR LE VIVANT
SPECTACLES • CONFÉRENCES • ATELIERS



Y.L.

Cinéma

Wes attaque !

Oui, son précédent film, *The French Dispatch*, nous avait un rien déçu. Mais bon, attends-toi au pire, tu pourrais être surpris... ou non ?

C'est une très petite ville américaine, plus U.S., y a pas - mais façon Disneyworld, peinture fraîche sur les bungalows à lattes, sierra en vrai carton-pâte dans le faux lointain ; une ville perdue dans le désert des grands espaces. Si son cratère de météorite vaut le détour, les essais nucléaires voisins mériteraient un écart prudent ; sans parler d'étranges phénomènes, qui mobilisent une armée aussi obtuse que catégorique dans sa nullité. Un groupe d'humains disparate se retrouve confiné (tiens ?) dans ce paradis du faux-semblant : des enfants surdoués, sauf pour les relations humaines ; des adultes presque aussi paumés, tout en feignant de tout maîtriser ; les cendres de maman dans un tupperware ; et un alien... Cela du moins pour une partie du film, aux couleurs pastel très kitch ; car Anderson a intriqué là-dedans une autre histoire, celle d'une pièce de théâtre sur le même sujet, dans un noir et blanc de ciné-club. Les acteurs évoluent d'un monde à l'autre, parfois tout juste identifiables - les plus connus n'étant pas les mieux servis. Cela pourrait être artificiel ; mais si on s'y abandonne voluptueusement, c'est fête ! D'abord parce que rien n'est laissé au hasard : la rigueur géométrique des cadrages et recadrages frontaux est impressionnante, et étonnamment comique. Les acteurs, englués dans la logique décalée de ce monde, sont contraints de se montrer surtout de face ou de profil ; et les rares diagonales attirent l'attention sur les 2^e et 3^e plans, où il y a des



choses à voir : cette stylisation radicale évoque l'univers de M. Hulot, ou la ligne claire de la BD belge.

Car c'est une vraie bonne comédie, avec références à Tim Burton parfois, et aux cartoons de Chuck Jones (ne partez pas avant la toute fin : petite surprise de Beep-Beep...), pleine de tendre indulgence pour tous ces cinglés assez inoffensifs. Un montage au cordeau, une construction du récit aussi subtile que déroutante, une bande-son maligne (jusque dans le timbre des voix) : comme le dit un des personnages, « *je ne comprends toujours rien à la pièce* », mais ça n'a aucune importance : ce qui compte, c'est l'insigne privilège d'entrer dans ce monde-là, nous aussi...

Tourné en Espagne, ce faux produit américain est bien l'œuvre fine d'un cinéaste venu d'Europe du Nord, qui a aussi vécu en France, et dispose de nettement plus de neurones et de cœur qu'un trumpiste à l'assaut du Capitole. Alors, surpris ?

G.D.

Enseignement

Où sont les profs ?

Les résultats aux concours de recrutement d'enseignants sont désormais connus. Ce n'est pas une surprise pour les syndicats qui constatent que, cette année encore, « on va manquer de profs à la rentrée ».

D'année en année, de moins en moins de candidats se présentent aux concours d'enseignants (deux fois moins entre 2021 et 2022) et d'année en année de plus en plus de postes budgétés ne sont pas pourvus. Dans le premier degré, ce sont 1534 professeurs des écoles qui manqueront à l'appel - soit 15% des postes proposés non pourvus -. Rien qu'à Mayotte, seuls 125 enseignants du premier degré sur 159 postes ont été admis. Dans le second degré, ce sont 861 postes - soit 20% - qui sont restés vacants. Les mathématiques perdent 250 postes, la physique-chimie 108, l'allemand 119, les lettres 249. En tout, ce sera donc 2395 « *enseignants* » qu'il faudra recruter en urgence à la rentrée.

Les guillemets à « *enseignants* » ne sont pas qu'un signe typographique. Car qui va-t-on mettre en face des élèves à la place des enseignants titulaires ? À n'en pas douter, le ministère va recourir, comme l'an dernier, au job dating et aux annonces sur Pôle emploi, avec une formation en 48h. Le terme de « *ressources humaines* » a d'ailleurs remplacé celui d'enseignant dans les documents officiels du ministère. De quoi revaloriser le métier d'enseignant.

Quoiqu'il en soit, « *le choc d'attractivité* » voulu par le gouvernement n'a de toute évidence pas eu lieu. Les candidats éventuels ont bien compris que l'augmentation salariale promise pour tous n'est pas prête d'arriver et que le Pacte revient à travailler plus, qui plus est en dehors de l'enseignement (remplacement, missions diverses, etc).

Plus grave encore que la crise de recrutement, la partie éducation du rapport sur le règlement du budget 2022, pointe le nombre grandissant de démissions. 30 959 en 2020, 35 933 en 2021, 39 270 en 2022.

C'est sûrement ce l'on appelle un gouvernement qui mise sur l'éducation et sur l'avenir.

A.-M.D.



© AdobeStock

Post-Bac

Affectations dans l'enseignement supérieur

Décryptage des résultats
parcoursup
 Entrez dans l'enseignement supérieur



Il fut un temps où avoir le bac donnait accès à l'enseignement supérieur sans conditions. Un premier changement a eu lieu en 2009 avec l'Admission Post-Bac (APB) mettant en adéquation les demandes d'affectation des élèves et le nombre de places disponibles dans les formations du supérieur et une sélection décriée. Au vu des critiques, l'APB a été remplacé en 2018 par Parcoursup. On ne voit pas bien l'amélioration puisque chaque année des milliers de lycéens postulants restent sur le carreau ou au mieux ont une affectation qui ne correspond pas à leurs vœux. Ce qui d'ailleurs conduit certains d'entre eux à abandonner leurs études universitaires dès la première année. L'an dernier sur 936 000 candidats, le ministère annonçait 160 bacheliers sans affectation mais sans tenir compte de ceux qui ont renoncé à ce « *parcours* », soit pour travailler soit pour trouver une formation hors Parcoursup.

Cette année, la deuxième phase d'affectations s'est achevée vendredi 7 juillet à minuit. Dans l'après-midi du vendredi, 84 000 candidats n'avaient toujours pas d'affectation. À minuit, sur 917 000 candidats il n'en restait plus « *que* » 77 000. Les candidats malheureux auront une dernière chance d'avoir une proposition d'affectation en septembre. Cette fois-ci, ils pourront classer leurs 10 vœux par ordre de préférence ? Ce qui n'était pas le cas lors de la phase principale. On croise les doigts pour eux.

Anne-Marie Delcamp

Jénine

La lente agonie du peuple palestinien

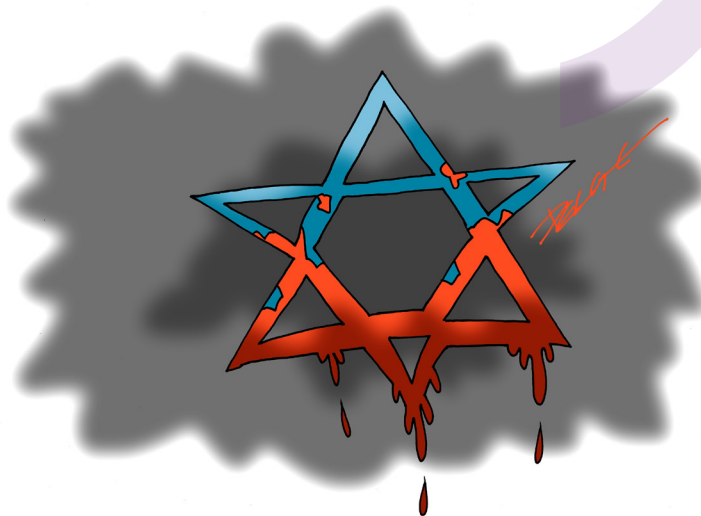
Au moins 190 Palestiniens ont été tués depuis le début de l'année. L'opération de ces derniers jours à Jénine a fait 12 morts. Les Palestiniens se sentent abandonnés par la communauté internationale et leurs dirigeants politiques.

L'armée israélienne a décrété la fin d'une opération militaire à grande échelle en Cisjordanie occupée. Pendant quarante-huit heures, le camp de réfugiés de Jénine et ses 18 000 habitants ont été la cible d'attaques terrestres et aériennes. On n'avait pas vu ça depuis vingt ans, au moment de la seconde Intifada.

Alors que les drones bombardaient sans relâche, les soldats pénétraient dans les maisons, détruisant les cloisons pour progresser et installer des snipers. Les routes menant au camp de réfugiés étaient bloquées, entravant l'accès des ambulances. Un camp dont la majeure partie est restée sans électricité ni eau pendant deux jours. Plus de 500 familles, soit plus de 3 500 personnes, ont dû fuir.

Selon le ministère palestinien de la Santé, douze Palestiniens, dont cinq enfants, ont été tués, 143 blessés dont 20 seraient dans un état critique. Mercredi 5 juillet, des dizaines de milliers de Palestiniens, de la ville de Jénine

Gouvernement Israélien : à quand la fin de l'apartheid ?



et du camp éponyme, ont participé aux funérailles de ceux abattus par l'armée israélienne.

Pourquoi cet acharnement israélien contre Jénine ?

Depuis mars 2022, les raids israéliens se sont intensifiés contre Jénine et surtout son camp de réfugiés considéré comme un « nid de terroristes », mais symbole de la résistance

palestinienne. Yasser Arafat parlait de Jénine. Ce sont les descendants de Palestiniens dépossédés de leurs terres lorsque Israël a été créé en 1948. La plupart sont pauvres et sans emploi. « Le refus de l'occupation et de l'injustice est une culture pour les jeunes », insiste Jamal Hweil, combattant fait prisonnier en 2002, aujourd'hui enseignant à l'université arabo-américaine de Jénine.

Pour Netanyahu et son gouvernement composé de colons, de membres de l'extrême droite et de religieux, il convient d'éradiquer toute opposition à l'occupation et vite.

Ce glissement dans l'une des pires violences de l'occupant depuis l'Intifada des Palestiniens de 2000-2005 survient au milieu d'une absence prolongée de pourparlers de paix envisageant un État palestinien, une direction politique palestinienne de plus en plus faible et une expansion régulière des colonies juives sur les terres occupées sous le gouvernement nationaliste le plus dur d'Israël.

Roger Rio

Espagne

Des élections à très haut risque

Ce qui se joue avec les élections du 23 juillet prochain n'est pas l'alternance entre les deux partis, le PP et le PSOE, mais le risque de voir l'Espagne retomber dans la nuit franquiste.

Lors des élections municipales et régionales du mois de mai dernier, la quasi-totalité des villes et des communautés est passée sous la coupe d'une alliance PP/Vox dont on peut déjà constater les mesures régressives mises en place.

Outre la chasse aux LGBT, avec prise de guerre (sic) des drapeaux, le retour à l'ordre moral s'installe. Refus de prendre en considération les violences machistes, obstacles pour le droit à l'avortement, remise en cause de l'égalité femmes/hommes, des avancées sur le droit au logement, remise en cause de la loi mémorielle, retour en arrière sur les questions environnementales et, enfin, censure culturelle. Le programme « commun » de Feijoo (PP) et d'Abascal (VOX) est un coup de force contre le progrès et la démocratie.

Le pari des gauches

Pourtant des progrès sociaux importants ont émergé depuis trois ans de gouvernance à gauche : le nombre d'affiliés à la sécurité sociale est passé de 17 millions à 21 millions, des avancées

sociales sur les contrats de travail, sur le droit au logement ont mis l'Espagne sur une voie de progrès malgré l'accumulation des crises et la majorité très étroite de la gouvernance.

Cependant tout n'est pas joué. Il faudra compter avec SUMAR, nouvelle alliance de la gauche alternative, créée à l'initiative de Yolanda DIAZ, jusqu'alors ministre communiste du travail du gouvernement Sanchez.

Face au choc du résultat des élections de mai, SUMAR offre une alternative rassembleuse avec un programme ambitieux tant sur le plan social qu'économique avec par exemple la proposition d'insérer la distribution de l'électricité dans la sphère publique. 17 partis et mouvements proposent de promouvoir l'égalité homme femme et le partage des biens communs.

La partie ne se jouera donc plus dans une alternance à deux, mais dans un pluralisme dynamique où la gauche espère pouvoir sauver la démocratie en additionnant ses forces.

Dominique Noguères



SUR LA

ROUTE

Un seul mégot suffit à brûler toute une forêt

